



## Rentrée dans le flou et dans l'inquiétude

COMMUNIQUÉ

Le ministre a indiqué dans la presse ce week-end que la rentrée se ferait sous le scénario 2. Aujourd'hui, les organisations syndicales ont échangé avec le ministère afin de clarifier certains points de ce protocole.

Nous notons positivement le pas en arrière du ministère quant à « l'éviction » systématique des élèves non vaccinés d'une classe en cas de cas positif mais seulement celles et ceux considérés comme cas contact. Quand on sait que ce sont dans les milieux les plus défavorisés que le taux de vaccination est le moins élevé, cette mesure était socialement discriminante, il était urgent de l'assouplir. Toutefois, nous n'avons obtenu aucune réponse sur la définition des cas contacts ni proposition alternative de dépistage systématisé afin d'éviter au maximum cette « éviction ».

Beaucoup d'autres questions restent tout de même en suspens.

Jean-Michel Blanquer fait beaucoup de discours d'intention notamment sur des campagnes de vaccination auprès des jeunes mais comment seront-elles organisées concrètement ?

Au-delà des mesures habituelles de nettoyage, aucune information n'a été donnée sur un budget pour installer des capteurs de CO2 et purificateurs d'air. Concernant les capteurs, le ministre a laissé entendre dans les médias qu'il voulait les généraliser. Leur installation dépend des collectivités locales. Pour éviter une inégalité territoriale en la matière, l'État doit les financer.

Le ministre souhaite qu'il y ait le moins de brassage possible d'élèves mais cette question est corrélée à celle du nombre de personnels pour encadrer les élèves dans la période et notamment dans le 1<sup>er</sup> degré en cas d'absence de personnels enseignants.

Pour bon nombre de questions (ASA pour les personnels à risque ou garde d'enfant, stages pour les élèves de la voie professionnelle, sorties scolaires, personnels de l'éducation soumis à l'obligation vaccinale du fait de leurs fonctions...) le ministère renvoie à la future parution de la FAQ...

La CGT Éduc'action avait revendiqué un plan d'urgence pour l'École avec des moyens humains et matériels suffisants pour aborder cette rentrée sereinement. Il n'en est rien et les élèves, comme les personnels, auront toutes les chances de se retrouver déboussolés par tant de flous et de manques.

C'est pourquoi, au-delà de la situation sanitaire, qui a démontré l'absolue nécessité d'un plan massif d'investissement pour l'École, la CGT Éduc'action, avec l'intersyndicale, appelle les personnels à se mobiliser dès la rentrée et à se mettre en grève massivement le 23 septembre pour construire une mobilisation dans la durée.

Montreuil, le 25 août 2021